

Sciences & Santé

**PHYSIQUE** En phase avec la pétition nationale contre les restrictions budgétaires

## Les chercheurs du CEA veulent défendre la recherche fondamentale dans leur organisme

Caroline de Malet

[28 janvier 2004]

La ministre parle, la grogne des chercheurs ne passe pas. Alors que le nombre de pétitionnaires en rogne contre la réduction des budgets consacrés à la recherche publique vient de passer le cap des 30 000, ces derniers s'appêtent à manifester demain après-midi à l'appel de l'intersyndicale du secteur. Après notamment l'Inserm et le CNRS, c'est cette fois au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de présenter ses cahiers de doléances.

Les chercheurs de l'organisme de recherche traditionnellement consacré au nucléaire, regroupés dans un Comité de défense de la recherche fondamentale au CEA, attirent l'attention sur les menaces pesant sur leur avenir. Non seulement la subvention d'État versée à l'organisme sera amputée de 1,8% en 2004 comparé à 2003 sur un total de 911 millions d'euros, mais des projets menacent de disparition sa recherche fondamentale. De fait, le nouvel administrateur général du CEA Alain Bugat, nommé voici un an, a présenté un «Plan à moyen et long terme» courant de 2004 à 2012 qui prévoit de réduire la voilure dans ce domaine. Celui-ci entend en effet recentrer le CEA sur trois domaines prioritaires : la défense, l'énergie et les techniques de l'information et de la santé comme l'imagerie médicale.

C'est le département d'astrophysique, de physique des particules, de physique nucléaire et d'instrumentation associée (Dapnia), qui doit en faire les frais au premier chef. Ce département de 660 personnes, dont a fait partie Hubert Reeves, fait de la recherche fondamentale, à travers la compréhension de phénomènes tels que le big bang, les trous noirs ou les quasars. Or la moitié de ses effectifs doit être réorientée vers des activités considérées comme plus prioritaires. Et sur les effectifs restants après ce transfert, le département doit se voir amputé de 25% de ses effectifs.

«Le CEA est en train de devenir un centre de recherche technologique et non plus de recherche fondamentale», regrette François Bugeon, chargé de communication du Dapnia. Ce plan commence d'ailleurs à se concrétiser avec l'arrêt programmé de la source à neutrons Orphée utilisée par le laboratoire Léon Brillouin (LLB), unité mixte CEA/CNRS, pour «sonder» la matière.

Le CNRS ayant cessé de payer sa quote-part pour le fonctionnement de cet instrument, la direction du CEA menace de cesser son activité. Cette dernière précise toutefois que ce plan n'a pas encore été approuvé, mais confirme ses grandes orientations en les justifiant par la nécessité d'opérer des choix stratégiques face à la chute des subventions. «La recherche fondamentale doit être au service de la recherche appliquée et une partie des activités du département Dapnia doit se faire en collaboration avec le CNRS.» Le projet de vente du siège du CEA, actuellement situé à Saclay, pourrait de son côté rapporter environ 100 millions d'euros qui seront en partie reversés pour la recherche.